



CSEC 09/12/2021

SOUFFRANCE AU TRAVAIL ! CA SUFFIT !



CSEC DU 9 DECEMBRE 2021

Déclaration intersyndicale : souffrance au travail

En réunion plénière du CSEC de Pôle emploi, ce jeudi 9 décembre 2021, les élus et les organisations syndicales Cfdt, CFE-CGC, CGT, FO, SNAP, SNU et STC tiennent à vous faire part des constats alarmants que nous faisons sur le terrain.

La charge de travail, en constante augmentation au gré des nouveaux plans arrivant avant que les anciens soient terminés, a pour effet d'épuiser professionnellement les salariés et agents de Pôle emploi quel que soit leur cadre d'emploi. Les projets et injonctions se superposent, engendrant souffrance au travail et perte de sens au travail. La pression permanente de l'atteinte des objectifs répercutée à tous les niveaux hiérarchiques a pour effet de créer une situation de stress permanent particulièrement préjudiciable pour la santé des salariés et agents.

Nous tenons à alerter la Direction Générale sur cette situation de plus en plus critique. La direction doit prendre aussi en compte les angoisses liées aux incertitudes sanitaires et doit prendre immédiatement des mesures permettant de faire diminuer la pression subie par l'ensemble des agents.

Le ras-le-bol monte, les salariés n'en peuvent plus ! Il est temps d'agir.

DECLARATION COMPLEMENTAIRE DE LA CGT POLE EMPLOI

La CGT Pôle emploi s'est associée à la déclaration unitaire de l'ensemble des éluEs du CSEC et se félicite de l'unité retrouvée du CSEC. A leurs côtés, **la CGT alerte formellement ce jour la direction générale de Pôle emploi sur l'épuisement professionnel qui gagne les agents du réseau à tous les niveaux**, quelle que soit la position hiérarchique.

Nous dénonçons la mise en place d'actions accompagnées d'injonctions et de pressions, voire de remise en cause du professionnalisme des agents et des encadrants.

A cette pression quotidienne **s'ajoute une perte de sens dans l'accomplissement de nos missions et de notre travail** qui amène le personnel à un découragement voire une incompréhension de ce qui lui est demandé.

Nous dénonçons ces déploiements qui font suite à des injonctions gouvernementales qui au-delà de stigmatiser une partie des usagers, n'ont d'autres but que de favoriser la campagne électorale du Président de la République en place.

Nous demandons l'arrêt des derniers plans mis en place (un jeune une solution, passeport pour l'emploi, plan DELD, renforcement du contrôle de recherche d'emploi...) **et le retour à un service public de l'emploi au service des usagers respectueux de ses missions.**

Enfin nous exigeons **la reconnaissance du professionnalisme des agents et encadrants, la fin de toute mise en cause de celui-ci et les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions.**